



FAO-CCM-12-13F

Réunion Consultative CountrySTAT

(En prélude à la 22^{ème} Session de l'AFCAS/CASA)

MTF/GLO/345/BMG "CountrySTAT for Sub-Saharan Africa (SSA)"

UTF/UEM/002/UEM "Appui à la mise en œuvre et au développement du Système CountrySTAT en Guinée-Bissau, au Niger, au Togo et au Siège de la Commission de l'UEMOA"

GTFS/RAF/465/ITA "Strengthening capacity of selected member countries of the East African Community in agricultural statistics for food security"

Addis-Abeba, Ethiopie 28 – 29 Novembre 2011

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

I. Comment assurer la pérennisation du cadre institutionnel ?

1.1 Institutionnalisation de CountrySTAT dans le cadre du système statistique national existant: (i) Intégration du système CountrySTAT dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) et dans les plans de mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales ; (ii) Prise en compte du plan de travail annuel de CountrySTAT dans le cadre du plan de travail de l'Institut National de la Statistique ; (iii) Inclusion de la société civile et les parties prenantes dans le Groupe de Travail Technique de CountrySTAT (GTT), (iv) Institutionnalisation et intégration du Groupe de Travail Technique de CountrySTAT dans le cadre de la coordination du système statistique national.

1.2 Intérêt / engagement et promotion du CountrySTAT national de la part des autorités nationales de haut niveau et prise en compte de CountrySTAT dans les plans de travail et budgets.

1.3. Signature et mise en œuvre du "Memorandum of Understanding (MoU)" entre le Gouvernement et la FAO.

1.4. Renforcement des capacités et affectation des ressources appropriées au Groupe de Travail Technique pour mieux assurer son mandat pour la collecte, l'harmonisation et la validation des données statistiques.

1.5. Plaidoyer permanent de l'UEMOA, la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la FAO auprès du Gouvernement pour assurer la pérennisation de CountrySTAT à long terme. Élargir le cadre de la consultation au secteur privé et à la société civile afin qu'ils plaident aussi pour la poursuite du développement et la pérennisation de CountrySTAT.

1.6. La FAO devrait promouvoir le dialogue entre l'Institut National de la Statistique et le Ministère de l'Agriculture pour un meilleur développement de CountrySTAT.

II. Comment améliorer la qualité des données afin de répondre de la meilleure façon à la résolution des incohérences entre des données provenant des diverses sources et d'assurer leur mise à jour ?

2.1. Nommer un point focal unique pour les questionnaires de FAOSTAT qui sera membre du Groupe de Travail Technique de CountrySTAT.

2.2. Renforcement des capacités du personnel national de CountrySTAT dans les méthodes statistiques d'estimation des données manquantes en utilisant les meilleures pratiques, y compris le partage d'expériences entre les pays.

2.3. Enquêter, évaluer, valider et télécharger toutes les données disponibles et des indicateurs statistiques pertinents pour le "Module thématique" tels que: Recensements et enquêtes agricoles; Enquêtes sur le coût de la production ; Bilans alimentaires; Annuaires des statistiques agricoles ; etc.

2.4. Revue systématique des produits locaux et insertion dans la table de correspondance entre la classification nationale et la classification internationale. Création d'une table de correspondance afin de permettre l'agrégation des données régionales.

2.5. Minimisation des divergences et des données incohérentes entre FAOSTAT et CountrySTAT.

III. Comment améliorer et développer le site web de CountrySTAT?

3.1. Utilisation de l'interface graphique sur la base de Google: - La carte devrait être axé sur la partie du monde à partir de laquelle l'utilisateur navigue; - Montrer les organisations nationales sur la carte au niveau de la page d'accès de CountrySTAT; Résoudre les problèmes d'accessibilité.

3.2. Le flux de travail du téléchargement devrait être compatible avec le flux actuel.

3.3. Développer des outils informatiques pour faciliter le téléchargement des documents officiels pertinents à la section des métadonnées du système CountrySTAT.

IV. Comment assurer une meilleure communication pour plus de visibilité du système CountrySTAT ?

4.1. Commencer par concevoir un plan stratégique avant un plan de communication qui détaille les personnes clés dans les institutions, les rôles et responsabilités, les résultats attendus et le cadre institutionnel. Le plan stratégique devrait contenir le statut des institutions existantes, des méthodes et des outils de communication liés à la sécurité alimentaire et les statistiques. Le plan devrait tenir compte du contexte local tels que les institutions existantes qui traitent déjà des communications liées aux statistiques.

4.2. Pour les pays dans une seconde phase, analyser les résultats du premier Consultant en Communication, et s'il n'y a pas eu de bons résultats la personne doit être remplacé, de préférence la personne doit être partie du ministère, faire partie du GTT et comprendre le contexte des statistiques et communications mieux qu'un consultant externe. Pour les pays dans une première phase, il sera important de partager les meilleures pratiques en matière de communication, ce qui devrait être encouragée pour les pays dans les organisations régionales telles que l'EAC et l'UEMOA.

4.3. Le plan de communication développé devrait être harmonisé avec le plan de communication existant au niveau national et se référer aux statistiques ayant également recours à des outils tels que les bulletins d'information, multimédia, les liens avec des sujets nouveaux pertinentes ou des documents.

4.4. **Identifier les institutions pertinentes**, et essayer d'établir des liens Internet de ces ministères avec le site national de CountrySTAT; il pourrait également être possible d'avoir des liens Web vers des informations spécifiques sur CountrySTAT sur le site du ministère. Par exemple, AfricaFertilizer a des liens Web vers les tableaux de CountrySTAT spécifiquement sur les engrais.

4.5. Utiliser la **Coopération Sud-Sud** pour le partage des meilleures pratiques de communication des pays avec des activités de communication très actives.

4.6. Utiliser les meilleures pratiques des pays: Cas du **Cameroun: Le responsable de la communication de l'institution focale fait toujours partie du GTT** et a été formé comme tous les autres, et dès le début a participé dans la sensibilisation et à accroître la visibilité du CountrySTAT; Cas de **l'Ethiopie: Organiser une session pour sensibiliser les médias** sur ce que c'est CountrySTAT, pourquoi est-t-il important, qui est impliqué, et comment accéder au site. Cela fournit aux médias un forum pour poser des questions et comprendre la valeur du système.

4.7. **Mettre à jour régulière de la section des nouvelles du site**, ajouter des photos, et de travailler en équipe afin de **garder le contenu à jour**.

V. Comment maintenir un personnel qualifié et bien formé de CountrySTAT au niveau national ?

5.1. Améliorer les formations avancées avec des exercices plus pratiques et la participation du personnel du Secrétariat National et du Groupe de Travail Technique de CountrySTAT.

5.2. La FAO devrait lancer une communauté (forum) soutenue par les pays afin de résoudre les problèmes quotidiens liés au système CountrySTAT, qui pourrait aider à identifier des experts du pays qui peuvent être mobilisées dans le cadre de la Coopération Sud-Sud.

5.3. Engagement de la personne formée à former au moins trois autres membres du personnel national.

5.4. Élaborer et mettre en œuvre E-Learning, indispensable pour la pérennisation du système.

5.5. Organiser des formations de recyclage lorsqu'il y a des changements majeurs sur le site de CountrySTAT.

5.6. Former plus d'une personne par pays pour les formations informatiques.

5.7. Les pays devraient également prendre la responsabilité d'envoyer d'autres personnes à des formations sous leur propre financement afin d'augmenter le nombre de personnes ayant la connaissance des sujets abordés.

5.8. Renforcer l'approche de formation des formateurs.

VI. Comment renforcer les capacités au niveau régional en vue d'assurer l'appui technique au sein de la région ?

6.1. Renforcement des capacités d'une équipe d'experts régionaux et nationaux et de formateurs compétents qui peuvent fournir un appui technique sur une base continue à travers les institutions régionales et la Coopération Sud-Sud.

6.2. Impliquer les organisations régionales dans les Groupes de Travail Technique de CountrySTAT.

6.3. La FAO devrait travailler à trouver le financement pour l'extension de CountrySTAT à d'autres organisations régionales à travers des accords de Coopération "Sud-Sud". Par exemple des arrangements pourraient être conclus entre la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) et le Cameroun pour étendre CountrySTAT aux autres Etats Membres de la Communauté.

VII. Comment aborder les synergies et la collaboration avec les partenaires ?

7.1. Les organisations régionales devraient être impliquées dans la supervision des activités du niveau national et dans l'établissement des partenariats.

7.2. CountrySTAT devrait être le principal système de diffusion des données AGRIS (CEDEAO) et SIAR (UEMOA).

7.3. Établir des partenariats avec ceux qui peuvent aider à améliorer les données statistiques, et où CountrySTAT a une faiblesse. Il est indiqué d'impliquer les partenaires ayant un avantage comparatif et qui peuvent apporter une contribution positive dans ce domaine identifié.